

## RÉPONSE DU GIMÉLEC A L'APPEL A CONTRIBUTION DE LA COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE SUR LE STOCKAGE

### **Question 1 : Quelle sera, selon vous, la place du stockage d'électricité par batteries parmi les solutions qui apportent de la flexibilité au système électrique ?**

Le stockage constitue l'une des clés de la transition énergétique. Ces technologies matures ont toute leur place dans le système électrique français puisqu'elles ajoutent, en particulier si elles sont associées à des systèmes de pilotage intelligents, un élément de flexibilité et d'optimisation des coûts à un réseau qui doit intégrer de plus en plus d'énergies renouvelables et s'adapter au développement de nouveaux modes de consommation d'électricité (infrastructures de recharge de véhicules électriques et autoconsommation notamment).

Une des premières préoccupations du système électrique est la stabilité réseau et l'assurance d'une qualité du transport et de la distribution d'électricité. Face à la variabilité croissante de la production d'électricité, le stockage facilite l'équilibre offre-demande lors de pics de consommation et de production. Les batteries constituent ainsi l'une des réponses à terme aux contraintes induites par une production renouvelable électrique de plus en plus importante. Elles suscitent un fort intérêt technique et économique dans les ZNI où les enjeux sont spécifiques et où elles permettent déjà de répondre à l'équilibre à l'offre/demande tout en évitant la déconnexion des unités de production associées.

En matière d'autoconsommation, le stockage en aval du compteur tarifaire fournit une solution au consommateur pour optimiser ses investissements et ses coûts en lui permettant de mieux arbitrer entre consommation locale d'électricité et soutirage au réseau de distribution d'électricité. La batterie devrait ainsi permettre d'accélérer le développement de modèles économiques d'effacement des bâtiments.

Au niveau local, en plus d'apporter une réponse au problème de congestion pour le gestionnaire de réseau, le stockage fournit également une réserve de capacité pour les fournisseurs et permet aux collectivités d'être actrices de la transition énergétique en leur permettant de mettre en œuvre des expérimentations de flexibilité (NiceGrid, RennesGrid, SmartMagne).

Ainsi, le stockage permet :

- d'éviter des coûts de renforcement du réseau ;
- d'éviter le recours aux moyens de production carbonés lors des pointes de consommation ;
- de faciliter à tout moment la production renouvelable dans le réseau ;
- d'intégrer de nouveaux usages de l'électricité comme la mobilité électrique.

Pour autant cette solution n'est pas valorisée pour ses apports au système notamment lorsque l'électricité devient un bien « rare ».

**Question 2 : Identifiez-vous actuellement des barrières réglementaires, tarifaires ou contractuelles au développement du stockage par batteries ? Il pourra être pertinent de distinguer le stockage à l'échelle industrielle (au-dessus de 1 MW) et le stockage diffus (de quelques kW à quelques centaines de kW).**

- **Barrières tarifaires**

Le développement du stockage par batterie nécessite de remédier au déséquilibre économique actuel lié à la double imposition de ces installations au titre du TURPE. Le stockage d'électricité peut à la fois être vu comme producteur et comme consommateur. Ainsi, l'électricité stockée acquitte deux fois le tarif de transport : une fois lors du stockage, et une fois lors de la restitution au consommateur final. Le montant acquitté par ces installations au titre du TURPE est donc élevé alors qu'en terme de charge et de décharge, elles ne génèrent pas de contraintes susceptibles d'engendrer des coûts supplémentaires.

Ainsi, en termes de signal coût réseau, un double paiement du TURPE transitant par le stockage n'est pas justifié. Cette situation peut handicaper le développement du stockage et par conséquent les atteintes des objectifs d'énergies renouvelables prévus par la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Il pourrait être envisagé de corriger cette asymétrie en adoptant un TURPE 6 rémunérant ses services au réseau (notamment la réduction d'appels aux productions de pointes coûteuses et l'augmentation de l'utilisation de productions renouvelables à coût marginal nul).

- **Cadre juridique à créer pour le stockage**

Le développement du stockage par batterie rattaché à une unité de production centralisée par exemple, ne peut se faire sans la collaboration des gestionnaires de réseaux pour connaître les besoins et pour que les acteurs puissent être rémunérés, à termes, à hauteur des investissements qu'ils permettent d'éviter. Toutefois, il convient que l'exploitation d'installations de stockage, à l'instar de la production d'électricité, soit séparée des activités de gestion de réseau.

De même, l'accès au marché de capacité pour la réserve primaire d'électricité ne doit pas faire l'objet d'une discrimination contractuelle. Il s'agit en effet de considérer le stockage comme un service et donc l'opérateur de solutions de stockage comme un fournisseur de services.

Il convient donc d'introduire dans le Code de l'énergie une définition plus précise du stockage électrique (dont le stockage batterie) afin de pouvoir cadrer le statut d'opérateur d'actifs de ces solutions.

**Question 3 : Partagez-vous les trois thématiques identifiées par la CRE pour permettre le développement du stockage (simplification du cadre contractuel et des procédures de raccordement, accessibilité des différentes formes de stockage aux différents mécanismes de marchés, envoi des bons signaux prix) ? En voyez-vous d'autres ?**

Le marché de la batterie connaît un grand bouleversement avec le développement de la mobilité électrique. Selon certaines prévisions, la demande en 2025 de batteries de stockage stationnaire adossées à des systèmes de production renouvelable devrait être nettement minoritaire (9%) face à celle des batteries de véhicule électrique (plus de 60%) en Europe.

Il est indispensable que les réflexions aboutissant au TURPE 6 fassent bien la distinction entre les systèmes de stockage stationnaire et ceux intégrés aux véhicules et, en corollaire, favorisent économiquement l'essor des solutions « véhicule to grid (V2G) ».

**Question 4 : Quels éléments du cadre réglementaire encadrant le stockage pourraient selon vous faire l'objet d'une expérimentation ? Si un « bac à sable réglementaire » était mis en place par la loi, seriez-vous intéressé par une expérimentation pour un de vos projets ? Si oui, lequel ?**

NSPP.

**Question 5 : Avez-vous d'autres analyses ou propositions à faire ?**

La consultation autour du développement du stockage par batterie, doit également s'accompagner des réflexions qui ont lieu actuellement sur la révision de la directive et du règlement « Market Design » au niveau européen.

Une grille de tarifs de l'électricité incitant à l'autoconsommation, au stockage des énergies renouvelables et à l'utilisation des capacités de stockage du véhicule électrique devrait être élaborée pour encourager la maîtrise de la consommation électrique à travers des solutions de gestion énergétique dont font partie les batteries. Et cela, afin de donner le bon signal aux consommateurs et aux investisseurs pour permettre, in fine, la coexistence d'un système énergétique centralisé et décentralisé.